

BUREAU NATIONAL 23 OCTOBRE 1999

RAPPORT D'ACTIVITE

I- ACTUALITE:

1) Ca bouge dans les facs :

La rentrée universitaire étant partiellement faite, les problèmes sont nombreux et l'agitation est à l'ordre du jour dans les campus.

◆L'Université de Lyon 2 est en grève depuis 1 semaine, à chaque AG les étudiants viennent plus nombreux et débattent des problèmes de rentrée dûs au manque de moyens, mais défendent aussi des valeurs sûres telles que l'égalité d'accès aux études ou la justice sociale (cf Appel des étudiants de Lyon).

◆Ca bouge également à Tours en psycho, où étudiants et profs se retrouvent en AG à cause des problèmes de rentrée. A St-Etienne, les étudiants ont manifesté avec les lycéens mardi dernier.

◆A Orléans, l'UNEF et Sud Etudiant mobilisent en Lettres sur les problèmes de rentrée suite à l'application de la réforme Bayrou, en tenant des tables pour des "réinscriptions pédagogiques" pour inscrire les étudiants dans les diplômes et les TD de leur choix. Le dédoublement des TD ainsi que la réapparition de certaines options et la capitalisation des acquis ont d'ores et déjà été gagnés, mais restent à obtenir l'inscription des étudiants dans les options de leur choix, la fac imposant des quotas par filières dans les TD. Un conseil d'UFR est prévu Jeudi ainsi qu'un tract unitaire pour mobiliser. En Sciences, les nouveaux adhérents de l'UNEF organisent une AG sur des problèmes d'examens (70 personnes) et obtiennent des jours de révisions supplémentaires. Une autre AG a lieu Lundi 25 sur l'anonymat des copies et le budget.

◆A Paris 4, 150 signatures pour la pétition sur la réforme Bayrou qui pose des problèmes de capitalisation et de contrôle de connaissances.

2) Journée d'action nationale sur le budget du 21 octobre :

◆A Lyon 2, la journée banalisée sur le budget est un succès et les étudiants sont venus nombreux aux débats thématiques, y compris ceux qui ne participent pas à la grève, ce qui montre leur envie d'échanger sur leurs conditions d'études et leur vie étudiante en général. Ca montre aussi que la diversification des formes de lutte peut permettre d'associer le plus grand nombre, ceux qui ne font pas grève n'étant pas forcément des "boeufs"...

◆A Lyon 1, une AG a réuni 100 personnes.

◆A Toulouse, 100 étudiants se retrouvent en AG à l'initiative d'une intersyndicale UNEF, UNEF-ID, Cri, Sud Etudiant pour débattre des problèmes de rentrée, une autre AG est prévue Mercredi 27.

◆A Paris 8, l'UNEF a distribué 1000 tracts sur le budget, 50 pétitions ont été signées et 20 nouvelles adhésions réalisées. Des réunions par filières sur le budget sont prévues.

◆A Clermont, une opération RU gratuit a permis de servir 200 étudiants, de faire signer 250 pétitions et de réaliser des nouvelles adhésions.

◆A Jussieu, distribution de 500 tracts sur le budget.

◆A Montpellier, en Sciences, suite à l'annonce de fermeture de la BU jusqu'au 1er ou au 15 décembre, l'UNEF mobilise en distribuant un tract et appelle à une AG Jeudi. Suite à ça, 30 étudiants passent au local pour adhérer ou se mobiliser, et tous les SOS inscrits rejoignent l'UNEF. En Lettres, grâce à l'action unitaire de l'UNEF, de l'UNEF-ID et du SEUL, c'est la suppression du numerus clausus dans les options.

◆A Cergy, 500 tracts distribués.

◆A Rouen, tenue de tables avec une pétition sur les problèmes de rentrée et la réforme Bayrou en lien avec le budget, et des AG sont prévues.

◆A Nantes, l'UNEF a tenu une réunion unitaire pour préparer une campagne sur les frais illégaux.

◆Au Havre, un tract a été distribué sur les TD surchargés et le manque de profs.

Tous ces exemples sont loin d'être exhaustifs et montrent la teneur d'une rentrée qui s'effectue cette année encore dans de mauvaises conditions. Mais ils montrent aussi que les étudiants sont prêts à se mobiliser, pour peu que l'on s'en donne les moyens, sur des revendications constructives telles que le contrôle des connaissances, le contenu des diplômes et les moyens qui pourraient permettre la réussite du plus grand nombre. Les exigences étudiantes en terme de qualité de nos formations doivent nous pousser à être à la hauteur. Il est de notre responsabilité de permettre à chacun de s'exprimer, de s'engager et de lutter pour obtenir de meilleures conditions de vie et d'études. L'UNEF doit pleinement jouer son rôle d'outil au service de la mobilisation étudiante.

II- Perspectives :

1) Au niveau de l'activité :

On pourrait aujourd'hui envisager plusieurs échéances pour faire grandir le rapport de force, notamment sur le budget qui, je vous le rappelle, est en augmentation de 2,6%, mais en retirant les moyens pour U3M et le PSE, il est en baisse pour la première fois depuis des années. Il sera voté vers la mi-novembre à l'Assemblée Nationale.

📍 Journée d'action le **26 octobre**, à l'appel des étudiants de Lyon: que ce soit en AG, avec des pétitions, en faisant circuler des cahiers de revendications, il s'agit de partout recenser les problèmes, chiffrer les besoins, les TD à dédoubler, les options supprimées, les nombreux clausus, etc. Bref, d'être à l'écoute des étudiants et de favoriser leur mobilisation, afin de préparer une seconde journée nationale le :

📍 **3 Novembre** : journée nationale d'action sur la rentrée universitaire et le budget

📍 **9 Novembre**: journée de mobilisation pour hausser le ton nationalement à l'approche du vote du budget à l'Assemblée Nationale. Tous les moyens sont bons : manifestations, rassemblement avec une lettre ouverte ou en les invitant à venir débattre avec les étudiants.

2) Matériel :

Pour tenir ces objectifs, nous avons besoin de matériels qui permettent aux AGE de faire vivre l'activité, le débat...

◆ **Pétition nationale sur le budget :**

Cette pétition (au titre évocateur...) n'est pas seulement faite pour récolter des coordonnées ou faire de adhésions. Trop souvent en effet, les pétitions nationales sont utilisées de cette manière et restent ensuite dans les placards.

La pétition peut et doit véritablement être un outil pour faire monter le débat autour du budget de l'enseignement supérieur chez les étudiants et engager des luttes dans les universités avec des dépôts collectifs aux permanences des députés ou dans les rectorats. N'oublions pas qu'une pétition c'est fait pour gagner !

◆ **A3 sur 5 différents thèmes**, sous forme de cahier de revendications à propos:

- de la citoyenneté étudiante : comment permettre aux étudiants d'être mieux pris en compte dans les décisions et pas seulement par le biais de élus étudiants ?

- du statut social étudiant : alors que 700.000 étudiants sont obligés de se salarier et seulement 20 % boursiers, ne faudrait-il pas réfléchir à un statut social étudiant avec la gratuité de la sécurité sociale, plus de logements sociaux, une aide sociale plus large, plus juste, calculée sur « la situation réelle de l'étudiant », etc

- sur le thème formation-emploi, en lien avec l'internationalisation des échanges (Europe) : le succès de la manifestation du 16 Octobre a montré que l'emploi et la formation étaient au coeur des préoccupations et les étudiants n'échappent pas à la règle : ils ont des exigences pour une formation de qualité, tant en terme de conditions matérielles, que de contenus (stages, multiplications des échanges universitaires, culture générale, esprit

critique...) et pour un emploi qualifié qui permette l'épanouissement personnel et la reconnaissance réelle des compétences des jeunes diplômés

- sur le thème de la lutte contre les discriminations qui ont toujours lieu dans les universités pour les étudiants étrangers, pour les femmes, pour les homosexuels... à travers le parcours du combattant, des étudiants étrangers pour s'inscrire à la fac et être en règle, la disparition des crèches et la dévalorisation du niveau de qualifications des femmes ou l'impossibilité pour les couples homos d'obtenir des logements en cité-U...

- sur le thème de l'enseignement public et gratuit avec la défense du service public, la liberté d'accès pour tous à l'université, la gratuité des études (polys gratuits, remboursements des frais illicites...).

Enfin, ce matériel doit nous permettre à la fois de **recenser les problèmes et chiffrer les besoins**, mais aussi de **construire un projet d'université avec les étudiants** et d'**engager des luttes** pour aller dans ce sens, car nous ne sommes pas les seuls à réfléchir à l'avenir de l'enseignement supérieur : le Ministère, avec U3M et le projet d'espace éducatif européen, a dévoilé les grandes lignes de ses intentions, mais le MEDEF aussi, avec des propositions qui vont dans le sens de l'exploitation et du formatage des esprits...

Pour chaque thème, nous devons être force de propositions, mais aussi permettre aux étudiants de s'exprimer. Ce matériel, s'il est effectivement rendu public et utilisé, peut nous servir dans le cadre de la préparation des assises du mouvement étudiant de décembre, dont l'objectif est de forger un projet pour l'université de demain avec les étudiants, les orgas, les associations... Il pourrait être disponible sur les facs dans la semaine du 2 au 5 novembre (d'ici là, cahier de revendications).

◆ Carte-pétition aide sociale :

Nous devons réactualiser notre dispositif sos-aide sociale avec l'arrivée de l'allocation d'études et de la bourse à taux zéro. Mais ces nouvelles mesures doivent nous permettre également de relancer la réflexion sur l'aide sociale et l'autonomie des étudiants, dont une des grandes étapes seront cette année les élections au CROUS.

Permettre à tous les étudiants de vivre leur jeunesse passe nécessairement par la réalisation de leur autonomie (90 % des étudiants pensent que leur famille est un lieu d'échange, de confort et de sécurité, mais la plupart réclament la prise en compte de leur autonomie afin d'avoir accès à l'aide sociale). C'est faire vivre le droit au logement, permettre à tous les étudiants qui souhaitent, pour des raisons géographiques, familiales, ou par besoin légitime, quitter le domicile parental, de vivre décentement. C'est faire en sorte que chacun ait les mêmes chances de réussir en aidant les étudiants les plus défavorisés à financer leur formation, c'est refuser que quiconque soit contraint d'abandonner ses études faute de moyens, soit forcé de faire un choix entre les loisirs et la nourriture.

Toutefois, au nom de l'autonomie, ces 10 dernières années, c'est à la casse de la justice sociale que nous avons assisté, par exemple avec l'ALS, qui certes fournit à de nombreux étudiants, l'unique mesure d'aide sociale dont ils bénéficient, mais a également entraîné la semi privatisation des cités-U et la flambée des loyers.

Nous venons tous de milieux différents avec un bagage culturel, une situation personnelle, un apport financier différent, c'est donc en prenant en compte cette réalité étudiante au bon niveau que doit se définir l'aide sociale nécessaire. Elle doit permettre à chacun de partir sur

un pied d'égalité minimum face aux études. C'est donc d'une aide sociale inégalitaire, sur critères sociaux (situation de la famille et de l'étudiant) et non d'un revenu minimum identique pour tous, dont nous avons besoin.

Les nouvelles mesures (allocations d'études, bourse à taux zéro, augmentation du nombre de bourses) si elles restent positives elles sont loin de permettre aux étudiants de vivre pleinement leur vie de jeunes, et les revendications du doublement du nombre et du montant des bourses, la révision des critères d'attributions, l'année joker en cas de redoublement restent pleinement d'actualité.

La carte-pétition sur l'aide sociale peut nous permettre d'aider un plus grand nombre d'étudiant à obtenir des aides, en les recensant et en organisant avec les SOS des rendez-vous pour engager des luttes, des rassemblements, des occupations pour débloquent les moyens nécessaires. Il ne s'agit donc pas d'être délégataire mais de prendre ce matériel comme un outil pour organiser les étudiants et lancer la réflexion.

Pour tous ces matériels, il serait bon de fixer des objectifs de signatures et de nouvelles adhésions, à la fois pour être plus nombreux à engager les luttes, mais également pour que fort de cet appui, une délégation du BN puisse rencontrer les différents groupes parlementaires avant le vote du budget à l'Assemblée Nationale.

CONCLUSION :

L'heure n'est pas à la passivité chez les étudiants et notre intervention peut être déterminante pour étendre la mobilisation. Le risque c'est de laisser passer ce potentiel, si nous ne savons pas trouver les gestes d'animations qui permettront aux AGE d'investir le terrain des luttes, de mobiliser plus encore. Les suivis téléphoniques, physiques, la circulation des infos seront donc le rôle primordial du BN dans les semaines à venir.



UNION NATIONALE DES ETUDIANTS DE FRANCE

- Fondée à Lille le mai 1907 • Reconnue d'utilité publique le 16 mai 1929 • Membre fondateur de l'UIE •
- Charte de Grenoble 1946, naissance du syndicalisme étudiant • Fondatrice de la MNEF •
- 59ème Congrès Paris 1971 Renouveau du Syndicalisme Etudiant •

Ref : d:\bn\bn.conv.cr\1999\1105bnc.doc 28/10/99

De : Silvère Magnon, Secrétaire Général

A: membres du Bureau National

Objet: Convocation au prochain BN

Paris le jeudi 28 octobre 1999

Bonjour,

Tu trouveras ci-joint le compte-rendu du dernier BN. Concernant la répartition des suivis et des secteurs, ils seront envoyés dans la *Lettre du BN* la semaine qui vient.

Comme convenu lors du dernier BN, je te rappelle que la prochaine réunion du Bureau National aura lieu le **vendredi 5 novembre à 18h précises** au BN. Nous poursuivrons le **samedi 6 novembre à 9h** avec la réunion des pôles d'activité, afin de concrétiser les décisions prises en discussion plénière et de poursuivre le travail des secteurs.

Je compte sur ta présence et ta ponctualité!

**Silvère Magnon,
Secrétaire Général**